

Requesting Organization :	Danish Refugee Council			
Allocation Type :	Allocation standard 2			
Primary Cluster	Sub Cluster	Percentage		
Moyens de subsistance et stabilisation des communautés				100
				100
Project Title :	Promotion de la cohésion sociale et des moyens d'existence en faveur des jeunes et des femmes affectés par le conflit dans la Bamingui Bangoran			
Allocation Type Category :				
OPS Details				
Project Code :		Fund Project Code :	CAR-15/HCF10/9/ER/INGO/1320	
Cluster :		Project Budget in US\$:	303,436.57	
Planned project duration :	12 months	Priority:		
Planned Start Date :	15/09/2015	Planned End Date :	15/09/2016	
Actual Start Date:	15/09/2015	Actual End Date:	15/09/2016	
Project Summary :	<p>Le projet proposé au cluster MSSC par DRC envisage de fournir une réponse rapide et intégrée aux multiples contraintes et problématiques qui affectent notamment les jeunes et les femmes dans la Bamingui Bangoran (Ndélé et Bamingui) en particulier les couches les plus vulnérables et à risque (PDIs, jeunes au chômage, groupes à besoins spécifiques) affectées par le conflit. Ce projet est complémentaire et s'intègre à un autre projet de DRC soumis au cluster Sécurité Alimentaire. Conformément à la logique du cluster MSSC, ce projet envisage « d'intégrer des initiatives de cohésion sociale avec des initiatives économiques et sociales, dans une logique de transversalité » (cfr. SRP). Le projet répond aux besoins recensés auprès des communautés les plus vulnérables affectées par le conflit qui ne disposent pas de moyens de subsistance pour faire face à leurs besoins primaires. Le projet prévoit donc un premier volet d'intervention qui envisage la promotion des « moyens d'existence » pour les femmes les plus vulnérables (notamment déplacées) et les jeunes à risque. Dans ce cadre les femmes recevront des appuis de type AGR « non agricole » pour relancer leurs activités économiques (couture, restauration, saponification, relance du petit commerce etc.) ; cet appui sera couplé avec la promotion des Tontines Améliorées (AVEC) qui permettra aux femmes de sécuriser leurs épargnes. Cet appui permettra aux femmes de recapitaliser leurs activités et de reconstituer leurs « filets de sécurité » et système d'entraide. Les femmes déplacées auront ainsi accès à des moyens pour mieux réfléchir sur leurs options et plans futurs (ex : retour sur Bangui ou de réintégration locale) et sortir de cette phase caractérisée par une absence totale de ressources économiques et de perspectives de vie.</p> <p>Ensuite, pour pallier au manque de ressources économiques et de perspectives pour le futur parmi les jeunes (filles et garçons), DRC envisage de mettre en place un centre de formation professionnelle à Ndélé qui pourra assurer des formations sur le moyen termes et surtout offrir à d'autres partenaires la possibilité de contribuer à la formation de la jeunesse désœuvrée.</p> <p>Le deuxième axe de ce projet vise – de manière complémentaire au premier - à apaiser les tensions inter et intracommunautaire qui dégénèrent de plus en plus dans des comportements violents et conflictuels. A cet effet, des activités de formation et de sensibilisation de type intégrées ou transversales seront menées en faveur des plusieurs groupes cibles (d'une part les groupes appuyés dans le volet moyens d'existence et ensuite d'autres groupes comme les autorités, les associations de jeunes etc...) qui acquerront des connaissances sur les thématiques des droits de l'homme, de la Femme, des VBG et de la cohésion sociale. Grâce à ces formations, les groupes ciblés seront ainsi en mesure de référer les cas de vulnérabilité à DRC ou à d'autres partenaires (CICR, MSF) ou de favoriser une résolution pacifique d'un conflit dans le quartier en contribuant ainsi à la promotion d'un environnement protecteur et apaisé.</p> <p>Le projet permettra de capitaliser les acquis des projets d'urgence réalisés en 2014 par différents partenaires (CICR, PU-AMI, DRC, etc.) en termes de distribution des vivres, mise en place d'abris et de facilités pour l'eau potable et d'élargir la zone d'intervention sur l'axe Ndélé- Bamingui et à Bamingui où les populations sont quasiment délaissées.</p> <p>Le projet se fondera sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une approche hautement participative et communautaire avec la forte implication du Collectifs des PDIs des Ndélé et l'OFCA - L'analyse sensible au conflit (do no harm) afin de ne pas engendrer des conflits/discriminations ultérieures auprès des bénéficiaires des actions envisagées. - L'analyse genre pour mieux comprendre les besoins spécifiques des hommes et des femmes - Une approche intégrée de protection via les activités déjà en cours par DRC et les actions prévues dans ce projet. 			
Direct beneficiaries :				
Men	Women	Boys	Girls	Total

690	1,455	1,280	1,380	4,805
-----	-------	-------	-------	-------

Other Beneficiaries :

Beneficiary name	Men	Women	Boys	Girls	Total
Host Communities	325	755	720	880	2,680
Internally Displaced People	365	700	560	500	2,125

Indirect Beneficiaries :

Le projet envisage de cibler environ 3,000 ménages soit 18.000 personnes

Catchment Population:

On considère ici la population de Ndélé, de Bamingui et celle de l'axe Ndélé - Bamingui (déplacés et résidents) c'est à dire environ 24.000 personnes.

Link with allocation strategy :

Ce projet envisage de contribuer aux objectifs suivants du Plan de Réponse Stratégique : N. 3. Augmenter l'accès aux services de base et moyens de subsistance des hommes et des femmes vulnérables N. 4. Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les réfugiés, notamment dans les zones de retour et d'intégration. La promotion des moyens de subsistance et d'emploi pour les jeunes et les femmes non seulement permettra de renforcer leurs capacités de résilience mais permettra aussi d'ouvrir une opportunité concrète pour faciliter les solutions durables en faveur des PDI. Par rapport aux objectifs principaux de cette allocation, le projet proposé contribuera aux objectifs suivants : 1. Maximiser l'impact des financements CHF alloués au cours de 2014 et 2015 où les activités doivent être prolongées pour pérenniser les gains humanitaires acquis en soutien aux personnes vulnérables déplacées, retournées et les populations à risque à la suite d'un choc ou d'une crise. Le projet en effet envisage de maximiser l'impact des actions d'urgence financées via le CHF et d'autres bailleurs d'urgence en 2014 (CIAA) telles que des distributions alimentaires aux personnes vulnérables, la mise en place d'abris et des actions de protection. Cette assistance sera apportée via la mise en place de mécanismes de survie et pour mitiger la paupérisation des communautés les plus vulnérables (personnes déplacées, groupes à besoins spécifiques, jeunes à risque) afin de contribuer au renforcement de leurs capacités de résilience et pouvoir ainsi subvenir à leurs besoins. 2. Renforcer les mécanismes de survie pour les populations les plus à risque du fait de la limitation de mouvement et de la menace sur la sécurité physique liés à des facteurs aggravants. La situation d'enclavement et abandon vécu en ce moment par les PDI et les couches plus vulnérables dans les zones ciblées par ce projet, couplée par l'absence total de moyens pour initier des activités génératrices de revenus ne fait que plonger ces groupes cibles dans une vulnérabilité aigue et un manque total de visibilité et perspective pour le futur. L'appui en AGR / formation professionnelle / kits artisans permettra ainsi aux couches plus vulnérables et à risques (notamment les PDI) de générer un minimum de ressources pour couvrir leurs besoins vitaux, avoir une perspective d'avenir et faire un choix réfléchi en termes de retour. Le projet va contribuer aussi aux objectifs suivants du cluster MSSC : Objectif # 1: Fournir une assistance d'urgence et rétablir les moyens de subsistances des personnes affectées par la crise. Cela via des kits AGR d'impact rapide, la promotion des tontines étant des systèmes locaux d'entraide, la formation des jeunes pour développer à court termes un métier. Objectif # 2: Contribuer à la réduction et à la prévention de la violence dans les communautés par des activités de communication et de dialogue inter communautaire favorisant la cohésion sociale. Via les activités de formations / sensibilisation sur le vivre ensemble, la gestion pacifique des conflits mais surtout via l'appui à des groupes de jeunes pour leur permettre de mettre en œuvre des actions formatives, éducatives et socio-récréatives. Objectif # 3: Renforcer la résilience et le relèvement durable des communautés affectées par les crises Via la mise en place d'un Centre de formation professionnelle permettra aux jeunes (filles et garçons) de développer un savoir-faire pour démarrer un travail, une activité économique et gagner dignement leur vie. Les kits d'intégration fournis après les formations et la stratégie de « placement » auprès des artisans déjà en place permettront de faciliter de travail d'insertion économique.

Sub-Grants to Implementing Partners :

Partner Name	Partner Type	Budget in US\$
Ministère Education / ACFPE	(Non) National NGO	2,000
OFCA	(Non) National NGO	2,000
		4,000

Other funding secured for the same project (to date) :

Other Funding Source	Other Funding Amount
Acteurs Non Etatique - UE (multisector)	580,000
Projet EDUCATION (financé par l'UE/UNICEF) sur la Bamingui Bangoran. Date à définir	800,000
	1,380,000

Organization focal point :

Name	Title	Email	Phone
Philippe CONRAUD	Country Director	drccar@drc.dk	00236-72724827
Céline LAURIER	Grants officer	grantsofficer.drc@drc-car.org	00236-72417257
Davide STEFANINI	Deputy program	deputy.car@drc.dk	00236-72796042

BACKGROUND

1. Humanitarian context analysis

La ville de Ndélé accueille actuellement plus de 4.000 PDIs, en majorité provenant de Bangui mais originaire de Ndélé ou ayant des liens familiaux avec la population de cette ville. Les PDIs sont depuis mars 2014 hébergés dans des familles d'accueil, ce qui représente un poids supplémentaire pour cette communauté qui a été largement victime d'exactions de la part des groupes armés. Aucune intervention à ce jour a pu soutenir les moyens d'existence/survie des PDIs ni d'autres groupes plus vulnérables (femmes veuves, handicapés, filles mères) ou à risque (jeunes au chômage qui peuvent facilement être enrôlés par des groupes armés). Les PDIs se sont réunis au sein du « Collectif des Déplacés de Ndélé » qui a reçu une reconnaissance officielle en mai 2015 par le Gouvernement et qui prône la recherche de solutions pour subvenir aux besoins vitaux des déplacés. Actuellement, les PDIs et surtout les femmes et les jeunes cherchent à développer des activités de survie (petit commerce, production de savon, agriculture et petit élevage) mais sont confrontés au manque de moyens financiers pour les démarrer. Selon les informations collectées en juillet-août 2015, il existe des initiatives collectives et solidaires entre PDIs et résidents qui se développent et qui nécessitent un appui et un accompagnement. De nombreux éléments ex-Séléka sont présents dans la zone ciblée par ce projet, auxquels s'ajoutent des éleveurs en bonne partie armés. Cela rend plus élevé le risque d'insécurité et de tension sociale dans la préfecture. Les principales activités économiques des habitants sont principalement liées à l'agriculture (vivrier surtout, mais aussi maraichage), à l'artisanat, au petit élevage et au petit commerce. Les principaux lieux d'écoulement de ces marchandises sont les marchés fixes (à Ndélé et Bamingui) ou périodique (villages sur l'axe). Durant les événements de 2013, la destruction des outils de production et de transformation des produits agricoles a rendu dépendante toute une partie de la population des commerçants extérieurs à la préfecture, en particulier d'origine soudanaise, qui sont absents durant une grande partie de l'année (saison des pluies). Des filières importantes pourraient être développées via des appuis en formation et en équipements. Les jeunes, à la fois victimes et acteurs du récent conflit violent qui a durement affecté le tissu social centrafricain, ont besoin d'une action intégrée pour retrouver leurs repères, leurs valeurs et leur valorisation sociale de même que des opportunités économiques et sociales afin de s'épanouir et rejeter la violence comme « source de revenu » ou « modalité de gestion des différents et des conflits ». Les femmes n'ont pas été épargnées et les rapports de protection monitoring réalisés régulièrement par DRC sur la zone font ressortir une condition de vulnérabilité aiguë surtout auprès des femmes et des filles [Rapports partagés au cluster protection]. Si l'assistance de protection est assurée par DRC, il manque à ce jour une réponse en termes de moyens d'existence et de survie afin de contribuer à l'autonomisation des femmes et des jeunes filles. Le manque d'opportunité d'emploi et de génération de revenu sont parmi les facteurs les plus critiques dans les 2 sous-préfectures ciblées surtout dans un contexte où les jeunes (filles et garçons) résidents aussi bien que déplacés, ont un très faible niveau de scolarisation et sont sans repères ni perspectives d'avenir. Cela renforce les tensions intercommunautaires, les pratiques d'activités néfastes (enrôlement des jeunes dans les groupes armés, alcoolisme, vol, racket, prostitution des jeunes filles etc.) et le sentiment d'être abandonné par le Gouvernement, mettant en difficulté le processus de paix initié par le forum de Bangui et les élections à venir.

2. Needs assessment

L'enquête « baseline » en sécurité alimentaire menée en mai 2015 par les équipes de DRC sur un échantillonnage de 294 chefs de ménages de Ndélé membres des 88 groupes agropastoraux appuyés en 2014 par DRC, a fait ressortir que 36% d'entre eux enregistraient un Score de Consommation alimentaire « Pauvre » (contre une moyenne nationale de 6%), 20% « limite » et 44% « acceptable ». La même enquête a fait ressortir des valeurs alarmantes en termes de « Coping Index Startegy » qui met en exergue les stratégies de survie/adaptation des populations : 4 interviewés sur 5 ont passé, la semaine précédant l'enquête, au moins une journée sans manger ; 72% a consommé des aliments non favorisés mais moins chers et environ un tiers a réduit le nombre de repas, les dépenses sur l'éducation et la santé et a diminué les portions alimentaires des repas. La ville ne dispose à ce jour d'aucun centre de formation pour les jeunes qui pourrait contribuer à un accompagnement et à l'épanouissement de la jeunesse via des activités socio-récréatives et éducatives et de formation professionnelle. Les ateliers d'artisans présents dans la zone (menuisiers, forgerons, soudeurs) disposent seulement de petits outillages de très faible qualité. Les PDIs hébergés dans des familles d'accueil à Ndélé sont dépourvus de toute ressource pour démarrer des activités économiques de survie. Les femmes déplacées notamment, envisagent de mener des AGR mais ne possèdent aucun capital de départ. Des systèmes d'entraide basés sur les kelemba (tontines) commencent à se mettre en place entre femmes déplacées et résidentes mais les montants collectés sont minimes. C'est dans cette dynamique que l'action de DRC souhaite s'inscrire en appuyant et renforçant ces initiatives d'entraide. Le manque de ressources économiques ne permet pas aux PDIs de murir leur réflexion quant à leur souhait de retour à Bangui ou d'intégration à Ndélé. Parmi les déplacés, on note également un groupe de 50 jeunes universitaires inscrits à l'université de Bangui qui ont déjà manqué deux années scolaires. Ces jeunes, éduqués et possédant des compétences sont contraints à l'inactivité faute de moyens alors qu'ils seraient en capacité de donner, par exemple, des cours de rattrapage pour les enfants, des cours d'informatique et des cours d'alphabétisation pour les femmes. Un besoin commun est exprimé par les communautés (résidentes ou déplacées) qui souhaitent acquérir des notions et des outils pour adopter une conduite à tenir par rapport aux problématiques de cohésion sociale (conflit, litiges, rumeurs, etc.) et de protection (vulnérabilité, enfants déscolarisés, orphelins, personnes en détresse émotionnelle).

3. Description Of Beneficiaries

1) Pour le volet Moyens d'existence, les bénéficiaires de ce projet sont : - Les groupes de femmes dédiées aux Activités Génératrices de Revenu non agricoles (50 groupes) en particulier des femmes déplacées ou vulnérables (60-70%) ; - Les groupes d'artisans (6 groupes) résidents ou déplacés - Les jeunes à risque (200 jeunes) qui seront formés à Ndélé et à Bamingui (dans le centre d'ECOFAUNE) : déplacées (50%), résidents (50%). IDENTIFICATION : Conformément aux objectifs de cette allocation, le projet envisage de « renforcer les mécanismes de survie pour les populations les plus à risque du fait de la limitation de mouvement » et maximiser les appuis d'urgence menés en 2014 (distributions de vivres, abris et WASH). Compte tenu des complexités des liens de leadership et afin de respecter le principe du « do no harm » et ne pas générer des frustrations, l'identification des bénéficiaires (notamment les groupements) se fera à travers plusieurs portes d'entrées communautaires : Les autorités locales, le Collectif des PDIs de Ndélé, les responsables de l'OFCA et d'autres associations locales qui peuvent disposer de listing des groupements. L'identification prendra donc en compte à la fois les personnes déplacées et les couches les plus vulnérables de la communauté (50%-70%) ainsi que la population résidente (30%-50%) selon les activités proposées. Les critères de sélection des groupements porteront principalement sur deux types d'analyses : 1) Une analyse basée sur les performances des groupes ciblés (ex : solidité/expérience du groupement, capacités de production, esprit d'innovation, volonté et dynamisme) qui permettra de sélectionner environ 30-40% des groupes cibles ; 2) Une analyse basée sur les vulnérabilités des groupes ciblés (ex : Déplacés, personnes en détresse jamais appuyées, personnes avec un handicap physique, personnes affectés par le VIH /SIDA, filles mères, veuves avec enfants en charge, etc.) qui permettra de sélectionner 60-70% des groupes cibles. L'identification des jeunes portera sur les critères suivants qui seront par la suite mieux définis et validés avec les communautés : i) géographique (jeunes des centres urbains et des villages sur l'axe), ii) capacités déjà acquises, iii) volonté/dynamisme, iv) bonne moralité, v) vulnérabilités spécifiques, etc. APPROCHE / LOGIQUE D'INTERVENTION : L'approche vise à fournir des moyens et des connaissances pour permettre aux groupes ciblés de disposer de moyens de subsistance et parvenir ainsi à satisfaire leurs besoins primaires. Certaines initiatives seront aussi soutenues afin de recapitaliser les groupes actifs avant la crise qui ont perdu leurs équipements/assets de production. Une approche particulière sera adoptée afin d'introduire des dynamiques transversales d'entraide de cohésion sociale, de solidarité entre communautés résidentes, personnes déplacées, groupes vulnérables et opérateurs économique locaux ; cela sera rendu possible à travers des analyses sensibles au conflit (« do no harm ») et inclusives. 2) Pour les Volet « Cohésion sociale » les bénéficiaires de ce projet sont : - Tous les membres du volet « moyen d'existence » (groupes de femmes AGR, jeunes, artisans : au moins 1,200 personnes) qui seront des portes d'entrée pour véhiculer les principales notions et messages clés en termes de protection et de cohésions sociale ; - 10 Association de jeunes (environ 300 jeunes) ; - les membres des 4 comités de protection - au moins 100 leaders locaux. Les associations des jeunes seront identifiées via des concertations avec les différents leaders des communautés, le Collectifs des PDIs de Ndélé et sur la base de critères de volonté, dynamisme, bonne moralité.

4. Grant Request Justification

DRC, présent à Ndélé depuis 2008, met actuellement en œuvre un projet sous financement de l'Union Européenne / ANE avec des activités de sécurité alimentaire, cohésion sociale et Protection, et réhabilitation / construction d'infrastructure communautaire dont entre autres les marchés de Ndélé et Bamingui. La majorité des activités a ciblé la population résidente et quelques groupes de personnes vulnérables. Le projet ici proposé au cluster MSSC pour cette allocation du CHF permettra de fournir des moyens d'existence à impact rapide aux communautés les plus à risque et vulnérables et affectés par la crise de 2013 c'est-à-dire les personnes déplacées, les jeunes et d'autres groupes à besoins spécifiques en intégrant un volet « soft » de protection individuelle et communautaire et de cohésion sociale. Les appuis fournis aux groupes cibles (kits AGR, kits artisans, formations professionnelles, tontines) permettront aux PDIs et aux autres groupes vulnérables de générer des revenus et donc d'avoir une meilleure visibilité quant à leur futur. En effet, en renforçant leur capacité de résilience, les groupes cibles seront plus à même de prendre une décision murie sur leur volonté de retour à Bangui, d'intégration à Ndélé ou de réinstallation ailleurs. Les volets de protection et cohésion sociale se limiteront à des sessions de formation et sensibilisation au profit des groupes ciblés (femmes, jeunes, artisans) appuyés en moyens d'existence et aussi à des nouveaux groupes (membres des associations des jeunes, autorités locales, leaders....) afin de véhiculer des messages concernant par exemple l'identification et le référencement des cas de vulnérabilité relevés dans les communautés, les VBG, les droits de la femme et des enfants, la gestion pacifique des conflits. Les actions ici proposées sont conçues pour être complémentaires (et non des doublons) à celles proposées dans le projet de Sécurité Alimentaire. DRC a une très bonne relation avec les autorités en place notamment la Chefferie traditionnelle guidée par le Sultan, les chefs de quartiers et les responsables de l'OFCA, l'ACDA, de l'ANDE et de la FNEC sur place. Son travail à côté des communautés locales depuis 7 ans et plus récemment avec les PDIs, lui permet de vanter un très bon ancrage communautaire. DRC emprunte régulièrement l'axe routier entre Ndélé et Bamingui pour mener des focus groups et des échanges avec les communautés qui ont permis de prioriser les besoins des communautés ciblées par ce projet. La présence de 4 comités de Protection dans la zone permet à DRC d'avoir une bonne connaissance des difficultés et des risques de protection. DRC a une très bonne maîtrise des approches, des méthodologies et des activités de type relèvement précoce / relance agricole / cohésion sociale et adopte déjà l'approche « CAISSE DE RESILIENCE » sur Bangui et l'Ouham Pendé avec un financement de la FAO. Actuellement, DRC redynamise deux centres de formation professionnelle l'un à Paoua et l'autre à Batangafo par le biais d'un financement CHF. La mise en place d'un centre de formation professionnelle à Ndélé permettra de mutualiser les expériences et tirer des leçons qui seront partagés avec le Ministère de l'Education afin de répliquer ces initiatives dans d'autres zones du pays. DRC est co-lead du cluster MSSP, du cluster protection et membre actif du cluster Sec. Alim et du groupe thématique « transhumance ». Elle dispose d'expertises avérées (staffs expatriés, staffs nationaux et consultants) dans le domaine de l'agronomie, du relèvement socio-économique, de la protection et de la cohésion sociale. Le projet répond aux inquiétudes des Ministres de la Jeunesse et des Sport et de l'Education que DRC a récemment rencontrés et qui ont souligné l'absence d'investissement pour appuyer la jeunesse, la formation professionnelle et les opportunités économiques notamment dans l'Est du pays, zones à l'origine du conflit

5. Complementarity

1-Entre le projet CHF livelihood et le projet ANE / UE et le projet EDUCATION (UNICEF/UE). Ce projet permettra de développer une complémentarité d'abord en interne avec les activités de type « relèvement » menées dans le cadre du projet « Acteurs Non Etatique » (ANE) mis en œuvre par DRC. Le centre de Promotion Féminine réalisé dans le cadre du projet ANE, déjà fonctionnel, permettra de disposer d'un lieu adapté pour mener les formations prévues dans le cadre de ce projet CHF. Les jeunes déplacés universitaires ciblés par le CHF pourront aussi être intégrés au projet ANE en tant que formateurs en alphabétisation ou agents enquêteurs afin de développer des actions en faveur de leurs communautés en échange d'une rémunération. Les artisans et les jeunes formés via le centre de formation professionnelle prévu sur ce projet CHF, pourront accéder au marché en produisant les meubles nécessaires pour équiper les différents structures en voie de finalisation sur les projets ANE (Ex : Pharmacie vétérinaire, centre de formation agricoles, Centrale d'achat, etc...) ou les tables et bancs pour équiper les écoles qui seront ciblées en fin d'année sur le projet EDUCATION/UNICEF. 2 - Entre ce projet CHF Livelihood et CHF Sécurité Alimentaire. Les deux projets CHF soumis aux deux clusters sont complémentaires et favorisent toutes sortes de synergie en termes économique et commerciale : - Les forgerons locaux (soutenus par ce CHF Livelihood) produiront les outillages agricoles pour les groupes ciblés dans le CHF Sécurité Alimentaire; - La plateforme multifonctionnelle et la centrale d'achats, redynamisés via le CHF SA, apporteront des services aux groupes ciblés par le CHF LH : des décortiqueuses, des moulins pour les femmes commerçants, un poste à souder pour les jeunes artisans, etc. 3 - Entre ce projet et d'autres. Le projet permettra de dégager des synergies avec les activités de résolution de conflit qui seront mis en œuvre via ECOFAUNE

LOGICAL FRAMEWORK

Overall project objective

Le projet vise à contribuer à l'apaisement des tensions et à la restauration des moyens d'existence des jeunes et des femmes dans les sous-préfectures de Ndélé et Bamingui. DESCRIPTION : Violence, pauvreté, absence d'opportunité économique, sentiment d'abandon représentent les variables d'un même cercle vicieux qui fait perdurer instabilité et conflit en RCA. Pour briser ce cercle, DRC se propose de développer des initiatives intégrées de type livelihood & cohésion social/protection qui puissent apaiser les tensions communautaires, offrir aux PDIs et aux groupes plus vulnérables notamment les femmes et les jeunes, des moyens d'existence afin de regagner confiance en eux-mêmes et de sortir de cette situation de crise avec une meilleure perspective d'avenir. Via cet objectif, DRC ciblera donc des femmes, des jeunes filles et garçons déplacés et non déplacés qui auront accès à des AGR, à des tontines améliorées, à des formations professionnelles et des activités socio-éducatives et récréatives (formations, sensibilisations, groupes d'échange). Des kits seront aussi prévus pour soutenir les personnes extrêmement vulnérables qui seront référées à DRC via les groupes ciblés, le Centre d'Écoute et les autres partenaires sur le terrain (MSF, CICR, etc.). Un Centre de Formation professionnelle sera réhabilité. En effet, un bâtiment nécessitant une simple réhabilitation a déjà été identifié avec le concours des autorités locales. Les responsables techniques du Ministère de l'Education seront impliqués pour le montage des activités dans le centre de Formation. DRC a prévu des moyens pour les appuyer dans leurs travaux sur le terrain. Les différentes parties prenantes au niveau des communautés seront sensibilisées et formées sur les principes de base de protection (droits de la femme, de l'enfant, VBG) et de cohésion sociale. La présence continue de DRC, la perspective d'autres financements (Union Européenne via UNICEF pour l'Education) seront de facteurs qui contribueront à la pérennisation des acquis de ce projet. L'OFCA sera partenaire de DRC pour l'appui aux femmes et aux jeunes filles. La stratégie de pérennisation sera renforcée grâce à une forte implication du Ministère de l'Education qui devra affecter un directeur pour le centre de formation. En cas de retard dans cette affectation, un COGES sera formé pour assurer la gestion du centre. De plus, des systèmes/mécanismes d'autofinancement seront promus pour pérenniser les acquis de ce projet. Par exemple, au niveau du Centre de Formation Professionnelle, une mise à disposition payante des machines pour produire du mobilier local (ex : tables, bancs pour les écoles dans le cadre du projet Education financé par l'UE et mis en œuvre par DRC) pourra être mise en place. Cela pourrait également permettre la possibilité à d'autres partenaires (AFD, BM) d'initier d'autres cycle de formation professionnelle pour d'autres jeunes notamment ceux qui ont participé au projet LONDO de la Banque Mondiale. La valorisation d'enseignants vacataires ou de volontaires pourrait être aussi une autre option pour réduire les coûts de fonctionnement du centre. Pour les AGR, la mise en place des systèmes d'épargne et de crédit (Tontines Améliorées) permettra aux femmes et aux artisans de disposer d'un flux financier pour assurer la continuité de leurs activités. DRC, en tant que membre certifié du HAP (www.hapinternational.org), mettra en place un mécanisme de redevabilité (HAP) pour recevoir les plaintes/avis des bénéficiaires et mènera une enquête de satisfaction auprès des groupes appuyés pour récolter leur avis sur la qualité des appuis reçus. En termes de S&E, DRC mènera des enquêtes pour apprécier l'évolution des conditions de vie des bénéficiaires notamment via l'indicateur de « score de consommation alimentaire » (SCA) et le « Coping Index Strategy » (CIS).

Moyens de subsistance et stabilisation des communautés		
Cluster objectives	Strategic Response Plan (SRP) objectives	Percentage of activities
2015 Obj 3 : Renforcer la résilience et le relèvement durable des communautés affectées par les crises	Objectif 4 SRP-2015 : Faciliter les solutions durables pour les personnes déplacées et les réfugiés notamment dans les zones de retour ou de réintégration.	30
2015 Obj 2 : Contribuer à la réduction et à la prévention de la violence dans les communautés par des activités de communication et de dialogue intercommunautaire favorisant la cohésion sociale	Objectif 3 SRP-2015 : Augmenter l'accès aux services de base et moyens de subsistance des hommes et des femmes vulnérables	15
2015 Obj 1 : Fournir une assistance d'urgence et rétablir les moyens de subsistances des personnes affectées par la crise	Objectif 1 SRP-2015 : Améliorer immédiatement les conditions de vie des nouvelles personnes déplacées, en leur assurant la protection et en leur fournissant des biens et services sociaux de base	55
<p>Contribution to Cluster/Sector Objectives : Le projet proposé par DRC envisage de contribuer au renforcement des capacités de résilience et à l'apaisement des tensions inter et intra-communautaires dans les sous-préfectures de Ndélé et Bamingui. Objectif cluster # 1: Fournir une assistance d'urgence et rétablir les moyens de subsistances des personnes affectées par la crise. Le premier volet du projet apportera un appui en matériel et formations aux femmes vulnérables et aux ateliers d'artisans dans les zones ciblées. En plus de cet appui matériel, les groupes, notamment des femmes, seront appuyés dans l'amélioration de leurs systèmes traditionnels d'entraide (les KELEMBA ou tontines) afin de mieux sécuriser leur épargne et accéder à des microcrédits ce qui permettra de contribuer à la pérennisation des AGR soutenues. Un appui spécifique en kits est aussi prévu pour appuyer les personnes les plus vulnérables qui seront référés vpar le Centre d'écoute ou les autres partenaires (MSF, CICR) afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins vitaux. L'OFCA sera non seulement associée aux activités envisagées mais aussi appuyée en matériel et formation spécifique (gestion des projets, tontines améliorées, gestion des AGR) ; cela permettra de renforcer les capacités de cette structure locale afin d'assurer la relève des activités à la fin du projet. Objectif cluster # 2: Contribuer à la réduction et à la prévention de la violence dans les communautés par des activités de communication et de dialogue intercommunautaire favorisant la cohésion sociale. Dans le cadre du deuxième volet de ce projet DRC envisage d'apporter des réponses directes et concrètes afin de contribuer à l'épanouissement de la jeunesse qui est au centre des problématiques de cohésion sociale dans les zones ciblées. Des jeunes non éduqués, paupérisés, sans opportunités pour le futur pourront i) bénéficier d'activités socio-récréatives via des sensibilisations et des formations sur le thème de la cohésion sociale et du « vivre ensemble », ii) accéder à des appuis pour relancer les activités développées avec d'autres jeunes dans le domaine culturel, sportif et récréatif. Cela permettra de recréer une dynamique au sein de la jeunesse qui se sentira partie prenante d'un processus de paix et de stabilisation. Objectif cluster # 3: Renforcer la résilience et le relèvement durable des communautés affectées par les crises. La mise en place d'un Centre de formation professionnelle permettra aux jeunes (filles et garçons) de développer un savoir-faire pour démarrer un travail, une activité économique et gagner dignement leur vie. Les kits d'intégration fournis après les formations et la stratégie de « placement » auprès des artisans déjà en place permettront de faciliter de travail d'insertion économique. Les autorités locales et les techniciens de l'ACFPE et du Ministère de l'Education (qui chapote toute activité de formation professionnelle) seront intégrés dans la mise en œuvre de ces activités notamment dans l'identification des formateurs, l'élaboration des curricula et d'une stratégie de pérennisation du centre. Les jeunes étudiants universitaires déplacés pourront contribuer avec leurs savoir et connaissances à l'animation des activités envisagées dans le Centre de Formation (ex : cours d'informatique qui sont très demandé par les jeunes).</p>		
Outcome 1		
Renforcer les capacités de résilience des groupes vulnérables et à risque (femmes et jeunes) dans la sous-préfecture de Ndélé et Bamingui via des kits de survie, des activités de type AGR/Tontines et la formation professionnelle		
Output 1.1		
Description		
<p>Les capacités matérielles et organisationnelles de 50 groupes de femmes et 6 ateliers artisanaux sont renforcées afin de contribuer à leur autonomisation</p> <p>Des personnes vulnérables (75) seront identifiées via le Centre d'Ecoute de DRC et la communauté elle-même et seront appuyées avec des kits ciblés sur les besoins prioritaires afin de restaurer leurs moyens de survie.</p> <p>(Des formations de type transversales dans le domaine de la protection - VBG, droits des femmes et de l'enfance - et cohésion sociale - gestion et prévention des conflits - seront aussi organisées en faveurs des femmes et artisans)</p>		
Assumptions & Risks		

Ce Projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Voici une présentation succincte des risques qui peut s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation (MM) proposées.

A) Risques Sociopolitique: La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités. MM: 1) Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario de : Crise aigue: DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence après avis favorable du CHF).Scenario : Crise ponctuelle: DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer va être avancée

B) Risques Naturels Environnementaux a) l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités ; c) des maladies affectent le bétail. MM : A) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; B) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes; C) mener rapidement des campagnes de vaccinations du bétail via le projet soumis au sécurité alimentaire.

C) Risques de Gestion Technique: a) Les inerties dans le suivi technique et économique du projet ; b) Le déficit de spécialistes dans la formation professionnelle et l'approche CAISSE DE RESILIENCE ; c) les retards enregistrés par les autres parties prenantes impliquées dans le projet ; d) les retards dans l'acheminement des matériaux. MM : A) Disposer d'un staff motivé et capable de mener un suivi grâce aux outils du système de suivi/évaluation de DRC; B) DRC fait appel à ses partenaires notamment l'ACFPE, le Ministère de l'Education, la FAO pour la mise à disposition d'expert dans le domaine spécifiques ; C) Garder un contact continu avec les partenaires; D) mener une bonne planification initiale, avoir une claire répartition des tâches et responsabilités; avoir une bonne gestion de la communication.

D) Risques Economique-Socio-Culturel: a) la faible implication et mobilisation des populations, en particulier de JEUNES ; b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires. MM : a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue ; b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).

Activities

Activity 1.1.1

Conduite d'une enquête résilience (baseline) auprès des différents couches de la communauté (PDIs, groupes de femmes, artisans, jeunes, etc...) (un draft de questionnaire est disponible en annexe)

Activity 1.1.2

Identification participative des groupes de femmes pratiquant ou voulant pratiquer des AGR non agricoles (restauration, petit commerce, saponification, couture, tricotage,...) et des ateliers artisanaux ayant un potentiel de développement et des besoins en équipement / gestion organisationnelle

Activity 1.1.3

Validation des besoins en matériel et en formation des groupes ciblés, formulation des commandes pour l'achat des biens

Activity 1.1.4

Acheminement des kits et distribution aux groupes de femmes et d'artisans retenus

Activity 1.1.5

Organisation et mise en œuvre d'un plan de formation en AGR et Tontines Améliorées pour les femmes et les groupes d'artisans

Activity 1.1.6

Suivi des performances des AGR des femmes, des ateliers d'artisans et des groupes qui pratiquent la tontine améliorée

Activity 1.1.7

Identification via le Centre d'Ecoute, les groupes de femmes, les associations de jeunes de personnes vulnérables (déplacés et de la communauté résidents)

Les veuves, filles mères, handicapés référés via le centre d'écoute et la communauté recevront un appui psychosocial dans le Centre d'Ecoute de Ndélé et recevront un appui ciblé sur leurs besoins prioritaires

Activity 1.1.8

Appui en kit et suivi des conditions de vie des vulnérables appuyés avec possibilité d'intégration dans les groupes d'AGR mis en place

Les kits seront basés sur les besoins prioritaires des personnes écoutées. Il s'agira par exemple de kit cuisine, des pagnes, de produits d'hygiène, etc.

Activity 1.1.9

Renforcement des capacités des membres de l'OFCA afin de pouvoir assurer un accompagnement multisectoriel des femmes dans les domaines de la promotion des AGR, des tontines et de la protection.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.1.1	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Nb de personnes ayant accès à des activités génératrices de revenus ou à la recapitalisation de leur capital productif (ref SRP 1.2)	100	900			1,000
Means of Verification : Rapport d'activités Decharge des kits recus Enquete de Satisfaction à la fin du projet							
Indicator 1.1.2	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Nombre de personnes vulnérables assistées					75

Means of Verification : Fiche de décharge, rapport de suivi						
Indicador 1.1.3	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	% des AGR fonctionnelles à la fin du projet				80
Means of Verification : Rapport de suivi des recettes, fiche de suivi de production						
Indicador 1.1.4	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Nombre de groupe d'artisans équipés et fonctionnels à la fin du projet				6
Means of Verification : Fiche de décharge de matériel, fiche de suivi et de recettes de production						
Indicador 1.1.5	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	% des membres de l'OFCA ayant développé des connaissances sur la gestion des AGR, de la tontine améliorée et de la protection				80
Means of Verification : Rapport de formation, rapport d'activité						
Output 1.2						
Description						
Des opportunités d'emploi sont offertes de manière durables aux jeunes filles et garçons à travers la mise en place d'un centre de formation professionnelle à Ndélé						
(les jeunes ici ciblés participeront aussi à des sessions de sensibilisation sur les droits et la cohésion sociale dans le cadre de l'output 2.2)						
Le Centre de formation professionnelle constituera un atout incontournable pour contribuer à l'épanouissement de la jeunesse de Ndélé. En effet il représentera la seule possible structure sur place pour pouvoir développer des initiatives de formation professionnelles via aussi d'autres partenaires (UE, Banque Mondiale, AFD, etc...) qui pourront faciliter le fonctionnement de la structure mais non sa mise en œuvre. DRC a pris connaissance de la présence d'une cinquantaine de jeunes étudiants universitaires déplacés à Ndélé qui pourront selon leurs compétences être apprenants et/ou formateurs dans ce centre. Parmi eux, certains ont des très bonnes capacités en informatique ou dans des métiers spécifiques comme la couture par exemple. Ces jeunes déplacés auront donc l'opportunité de travailler comme formateurs ou d'acquérir un savoir-faire (un métier, l'informatique, etc.) et ainsi mieux réfléchir sur leur choix de retour ou d'intégration/réinstallation. La structure facilitera aussi les actions envisagées dans le processus de DDR pour faciliter la réintégration des jeunes. Pour contribuer à sa pérennisation (Cfr. description Outcome 1), le centre sera supervisé par un Directeur mis à la disposition par le MENET.						
Assumptions & Risks						
Ce Projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Voici une présentation succincte des risques qui peut s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation (MM) proposées. A) Risques Sociopolitique: La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités. MM: 1) Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario de : Crise aigue: DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence après avis favorable du CHF).Scenario : Crise ponctuelle: DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer va être avancée B) Risques Naturels Environnementaux a) l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités ; c) des maladies affectent le bétail. MM : A) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; B) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes; C) mener rapidement des campagnes de vaccinations du bétail via le projet soumis au sécurité alimentaire. C) Risques de Gestion Technique: a) Les inerties dans le suivi technique et économique du projet ; b) Le déficit de spécialistes dans la formation professionnelle et l'approche CAISSE DE RESILIENCE ; c) les retards enregistrés par les autres parties prenantes impliquées dans le projet ; d) les retards dans l'acheminement des matériaux. MM : A) Disposer d'un staff motivé et capable de mener un suivi grâce aux outils du système de suivi/évaluation de DRC; B) DRC fait appel à ses partenaires notamment l'ACFPE, le Ministère de l'Éducation, la FAO pour la mise à disposition d'expert dans le domaine spécifiques ; C) Garder un contact continu avec les partenaires; D) mener une bonne planification initiale, avoir une claire répartition des tâches et responsabilités; avoir une bonne gestion de la communication. D) Risques Economique-Socio-Culturel: a) la faible implication et mobilisation des populations, en particulier de JEUNES ; b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires. MM : a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue ; b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).						
Activités						
Activity 1.2.1						
Identification du site, élaboration du plan de réhabilitation et des devis estimatifs (matériaux et équipements) en collaboration avec ACFPE et Min. de l'Éducation pour respecter les standards nationaux						
Activity 1.2.2						
Lancement des achats et acheminement des matériaux sur Ndélé						
Activity 1.2.3						
Démarrage et suivi des travaux avec l'implication des jeunes en THIMO (synergies avec le projet LONDO) et des artisans locaux (menuisier, maçons, etc...) sous la supervision de l'Expert Construction de DRC et de son équipe						
Activity 1.2.4						
Planification, organisation et mise en place des cours de formation pratiques et théoriques dans les petits métiers (menuiserie, maçonnerie, soudure, couture, bureautique) à la suite d'un processus participatif avec la jeunesse et en collaboration avec les expert du MENET et de l'ACFPE						
Les jeunes identifiés seront à la fois déplacés, résidents avec un accent sur les jeunes à risque et plus vulnérables.						

Activity 1.2.5

Elaboration d'une note stratégique de pérennisation du Centre de Formation en collaboration avec les experts du MENET et de l'ACFPE

Activity 1.2.6

Distribution des kits aux 200 jeunes formés pour faciliter leur intégration sur le marché du travail (auto-emploi, apprentissage dans un atelier existant, etc...)

Selon de l'option choisie par les jeunes, un kit leur sera donné pour promouvoir leur insertion sur le marché du travail.

Activity 1.2.7

Suivi des jeunes et enquête de satisfactions auprès des jeunes formés

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 1.2.1	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# de jeunes et femmes sans qualifications ayant acquis des savoir-faire techniques et des capacités de production (capital productif) (ref SRP 3.2)		30	100	70	200

Means of Verification : Registre des participants

Rapport de formation

Decharge des jeunes ayant reçu un kit d'integration

Indicator 1.2.2	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Nb de Centres de Formation Professionnelle réhabilités, équipés et fonctionnels					1
-----------------	--	---	--	--	--	--	---

Means of Verification : Photos

Rapport de suivi des travaux

Decharge de remise du batiment au Ministère et aux autorités locales

Outcome 2

Promouvoir un environnement protecteur et apaisé au sein des communautés ciblées

Output 2.1**Description**

« Les différentes parties prenantes de la communauté sont formées et sensibilisées sur les thèmes de la cohésion sociale, de la protection et du vivre ensemble ».

Dans le cadre de cet output seront formés à la fois des nouveaux groupes cibles (autorités locales, leaders, membres de 4 Comités de Protection déjà en place, membres des associations des jeunes, etc.) que les membres des groupes ciblés et appuyés dans le outcome 1 : groupes de femmes, groupes de jeunes artisans, jeunes qui ont participé aux formations professionnelles.

Les modules de formations, bien que adaptés aux besoins et capacités des différents groupes cibles porteront sur :

A) Protection :
identification des cas de vulnérabilité et référencement,
droits de la femme,
droit de l'enfant
VGB

B) Cohésion sociale
Gestion pacifique des conflits,
Gestion des rumeurs
Le vivre ensemble

Ces formations permettront aux différents groupes ciblés de développer des connaissances, des outils et des "pratiques" pour contribuer activement et directement à la promotion de la cohésion sociale et à la protection communautaire.

A titre d'exemple les groupes des femmes appuyées en AGR et les jeunes formés dans le Centre de Formation Professionnelle, grâce aux notions apprises pourront elles/eux mêmes faciliter l'identification des personnes vulnérables ou des jeunes à risque et les référer à DRC et aux autres partenaires pour les appuyer.

Ils/elles pourront aussi contribuer à une résolution pacifique des litiges communautaires et à la gestion des rumeurs.

Cela contribuera à la promotion de la « protection communautaire » c'est-à-dire au renforcement des capacités / mécanismes d'auto protection de la communauté via l'implication des membres de la communauté elle-même.

Les leaders pourront disposer d'outils et connaissances pratiques pour jouer pleinement leur rôle dans le règlement des différends / litiges / mésententes au niveau communautaire.

Ensuite, les 60 membres de 04 Comités de protection, formés et recyclés sur les modules de protection et cohésion sociale, pourront mieux appuyer les équipes de DRC dans l'élaboration des tendances de protection et l'analyse des risques pour les communautés. Ces informations sont toujours partagées avec le cluster protection et permettent de disposer d'un système de veille et suivi sur des éventuels problématiques dans les zones ciblées : déplacement de population sur un axe, attaque des villages par des groupes armés, etc...

Enfin, les associations des jeunes une fois dotées d'équipements / matériels pour redémarrer leurs activités socio-récréatives et culturelles seront sensibilisées et formées sur les principales thématiques de protection et cohésion sociale.

Cela leur permettra de mettre en place des activités de sensibilisation dans les domaines de la protection (sketch de théâtre, animation porte à porte, etc....sur le respect des droits de la femme et de l'enfant, les VGB, etc...) au profit des communautés.

Assumptions & Risks

Ce Projet est mis en œuvre dans une zone post conflit pas encore totalement stable qui présente des risques de sécurité. Voici une présentation succincte des risques qui peut s'appliquer à tous les outputs du projet et les mesures de mitigation (MM) proposées.

A) Risques Sociopolitique: La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations, affecter les activités économiques et le commerce. Cette dégradation pourrait entraîner la suspension, voire l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités. MM: 1) Suivi rapproché de l'évolution politique et de l'environnement sécuritaire par DRC. Scenario de : Crise aigue: DRC maintient de facto sa présence sur le terrain ("protection by presence"); réorientation des activités vers des appuis d'urgence après avis favorable du CHF).Scenario : Crise ponctuelle: DRC peut travailler sur le terrain (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables) et mener les actions prévues. Des actions pourraient être redéfinies; une action de plaidoyer va être avancée

B) Risques Naturels Environnementaux a) l'aléa climatique détruit les récoltes en appauvrissant les populations; b) Les inondations détruisent les ponts et les routes d'accès aux localités ; c) des maladies affectent le bétail. MM : A) Débloquer des fonds d'urgence ou bâtir un partenariat avec le PAM pour mener des distributions de vivres aux personnes affectées dans la zone d'activité de DRC; B) débloquer des fonds d'urgence pour la réhabilitation des ponts/routes; C) mener rapidement des campagnes de vaccinations du bétail via le projet soumis au sécurité alimentaire.

C) Risques de Gestion Technique: a) Les inerties dans le suivi technique et économique du projet ; b) Le déficit de spécialistes dans la formation professionnelle et l'approche CAISSE DE RESILIENCE ; c) les retards enregistrés par les autres parties prenantes impliquées dans le projet ; d) les retards dans l'acheminement des matériaux. MM : A) Disposer d'un staff motivé et capable de mener un suivi grâce aux outils du système de suivi/évaluation de DRC; B) DRC fait appel à ses partenaires notamment l'ACFPE, le Ministère de l'Education, la FAO pour la mise à disposition d'expert dans le domaine spécifiques ; C) Garder un contact continu avec les partenaires; D) mener une bonne planification initiale, avoir une claire répartition des tâches et responsabilités; avoir une bonne gestion de la communication.

D) Risques Economique-Socio-Culturel: a) la faible implication et mobilisation des populations, en particulier de JEUNES ; b) la lenteur ou le refus de l'appropriation de nouvelles notions/approches/équipements par les bénéficiaires. MM : a) Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue ; b) Accompagner les groupes cibles par un travail de proximité, mener des actions concrètes et visibles sur le terrain pour montrer l'impact positif des connaissances /équipements apportés (échanges d'expériences).

Activities

Activity 2.1.1

Formation des autorités traditionnelles, locales, religieuses et des leaders locaux dans les zones ciblées par le projet sur les thématique de protection, de cohésion sociale et du vivre ensemble

Activity 2.1.2

Formation des membres de 04 Comités de Protection à base communautaire (02 à Ndelé, 01 à Bamingui, 01 sur l'axe Ndélé/Bamingui) sur les thématiques de cohésion sociale (gestion et prévention des conflits, gestion des rumeurs, médiation...) et du vivre ensemble

Activity 2.1.3

Organisation d'un plan de formation en faveur des groupements de femmes et des groupes d'artisans appuyés (output 1.1) sur l'identification des vulnérabilités et le référencement, la gestion pacifique des conflits, le vivre ensemble, sur les droits de la femme et les VBG

Activity 2.1.4

Organisation de sessions de formation sur le respect de droits et la cohésion sociale à l'intention des jeunes apprenants en formation professionnelle par les équipes de DRC (output 1.2)

Activity 2.1.5

Identification des associations des jeunes (déplacés et résidents) dans les zones ciblées et mise à disposition d'un appui en matériel et en formation afin qu'elles jouent un rôle actif dans la promotion des droits et la cohésion sociale

Les jeunes seront dotés de petit matériel pour relancer leurs activités socio-récréatives et culturelles ; ils bénéficieront aussi de sessions de formation afin de devenir des véritables acteurs dans le processus de promotion des droits et de la cohésion sociale dans leurs localités.

Activity 2.1.6

Organisation de campagnes de sensibilisation à Ndelé, Bamingui et des villages sur l'axe Bamingui-Ndélé sur la cohésion sociale et le vivre ensemble

Les campagnes de sensibilisation seront menées par les communautés elles-mêmes (association des jeunes, leaders, autorités locales) avec un appui et accompagnement techniques de la part de DRC.

Indicators

Code	Cluster	Indicator	End cycle beneficiaries				End cycle
			Men	Women	Boys	Girls	Target
Indicator 2.1.1	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	# d'hommes et de femmes ayant reçu une formation en gestion des conflits rapportant qu'ils abordent et gèrent leur conflits sans violence (trois mois après la formation) (ref SRP 2.4)	197	283			480
Means of Verification : Enquete sur un echantillon des 4800 personnes qui seront formées Rapport d'activités Pré-Post Test							
Indicator 2.1.2	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Nb de jeunes membres des associations équipés et formés					300
Means of Verification : Rapport de formation Pré / Post test							
Indicator 2.1.3	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Nb de personnes touchées par les actions de sensibilisation menées par les communautés elles-mêmes					3,000
Means of Verification : Rapport d'activité							
Indicator 2.1.4	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Nombre de membres de groupements de femmes et d'artisans formés et sensibilisés sur la cohésion sociale et la protection					530
Means of Verification : Fiches d'émargement, fiches de présence, module de formation							
Indicator 2.1.5	Moyens de subsistance et stabilisation des communautés	Nombre de jeunes en apprentissage sensibilisées et formés sur le thème de la cohésion sociale et de la protection					200

Means of Verification : Fiche d'émargement, Fiche de présence, module de formation

Additional Targets :

M & R

Monitoring & Reporting plan

Le projet sera suivi et évalué conformément au système de S&E et du HAP de DRC. Selon l'organigramme et le système de S&E de DRC, au niveau national, ce projet sera supervisé directement par le Directeur des Programmes, le Responsable Logistique et le Responsable Administratif et Financier National qui veilleront au respect des procédures d'achat et de recrutement du staff, à l'exécution des activités conformément au plan d'action proposé et au reporting régulier des activités et des finances vis-à-vis du CHF et du siège de DRC à Copenhague. Sur le terrain, le Chef de Base de Ndelè, le coordonnateur Livelihood et le coordonnateur Protection/Cohesion sociale assureront : i) la mise en œuvre du plan d'action, ii) la coordination des activités sur le terrain, iii) l'élaboration des rapports d'activités selon l'échéance prévue, iv) la supervision de l'archivage des données et v) la mise en application du système de S&E de DRC. Le système de S&E de DRC est constitué de: i) le cadre logique de l'Action; ii) un tableau de suivi des indicateurs (élaboré sur la base du cadre logique), iii) le calendrier de Reporting, iv) le Kit contenant tout les outils de collecte de données adaptés à chacune des activités du projet (formation, suivi, remise de kits, construction, etc...), v) la base de données des performances des groupements, et vi) l'analyse des données collectées et le reporting. Pour les sessions de formation il y aura toujours des pré/post test qui seront adaptés au niveau des apprenants et qui permettront d'apprécier le niveau des notions retenues. Le système de S&E de DRC prévoit donc un double type de suivi : 1- Le suivi des indicateurs du projet et des autres aspects contractuels qui est dénommée « cadre de redevabilité contractuelle » 2- Le suivi des performances des groupes cibles qui sont appuyés (groupes de femmes, jeunes, etc.) dans leurs activités respectives (AGR, artisanat, tontines etc.). Un système de collecte régulière de l'information est réalisé chaque mois auprès des groupes ciblés une fois qu'ils ont reçu un kit d'appui (moulins, machines, etc.). A titre d'exemple, pour les groupes des femmes AGR, les agents terrain de DRC suivent chaque mois 3 variables pour en apprécier la performance économique : i) les recettes du groupes, ii) l'épargne accumulée et iii) le solde en caisse. Pour apprécier le niveau de gouvernance, DRC relève chaque mois : i) la tenue ou pas de la réunion du groupe et ii) le niveau de remplissage des outils du groupe. Ce système permettra donc à la fois d'observer dans le temps l'évolution des indicateurs inscrits dans le cadre logique mais aussi le niveau des dynamiques et performances des différents groupes appuyés. Une enquête à indicateurs multiples de type « RESILIENCE » avant et après le projet sera menée pour apprécier l'évolution socio-économique des groupes ciblés. Parmi les indicateurs on retrouvera : le SCA, le SDA, le CIS, un indicateur sur l'asset des ménages. L'enquête prendra en compte à la fois les communautés de ce projet et aussi celles du CHF Sécurité Alimentaire. La mise en place d'un système de capitalisation des données sous forme d'archives et sous forme numérique constituera une base de données croisée avec toutes les informations collectées permettant de suivre l'évolution du programme par zone, de comparer les tendances et de réadapter les stratégies d'action. En effet la qualité du suivi passe également par la proposition de nouvelles orientations des activités et de la stratégie du projet sur la base des évaluations et des observations réalisées sur le terrain afin de mieux répondre aux attentes des bénéficiaires et à l'évolution du contexte sociopolitique.

Workplan													
Activitydescription	Year	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Activity 1.1.1: Conduite d'une enquête résilience (baseline) auprès des différents couches de la communauté (PDIs, groupes de femmes, artisans, jeunes, etc...) (un draft de questionnaire est disponible en annexe)	2015									X			
	2016												
Activity 1.1.2: Identification participative des groupes de femmes pratiquant ou voulant pratiquer des AGR non agricoles (restauration, petit commerce, saponification, couture, tricotage,...) et des ateliers artisanaux ayant un potentiel de développement et des besoins en équipement / gestion organisationnelle	2015									X	X	X	X
	2016												
Activity 1.1.3: Validation des besoins en matériel et en formation des groupes ciblés, formulation des commandes pour l'achat des biens	2015											X	X
	2016												
Activity 1.1.4: Acheminement des kits et distribution aux groupes de femmes et d'artisans retenus	2015												
	2016	X	X	X									
Activity 1.1.5: Organisation et mise en œuvre d'un plan de formation en AGR et Tontines Améliorées pour les femmes et les groupes d'artisans	2015												
	2016	X	X	X	X								
Activity 1.1.6: Suivi des performances des AGR des femmes, des ateliers d'artisans et des groupes qui pratiquent la tontine améliorée	2015												
	2016				X	X	X	X	X				
Activity 1.1.7: Identification via le Centre d'Ecoute, les groupes de femmes, les associations de jeunes de personnes vulnérables (déplacés et de la communauté résidents) Les veuves, filles mères, handicapés référés via le centre d'écoute et la communauté recevront un appui psychosocial dans le Centre d'Ecoute de Ndélé et recevront un appui ciblé sur leurs besoins prioritaires	2015									X	X	X	X
	2016	X	X	X	X	X	X						
Activity 1.1.8: Appui en kit et suivi des conditions de vie des vulnérables appuyés avec possibilité d'intégration dans les groupes d'AGR mis en place Les kits seront basés sur les besoins prioritaires des personnes écoutées. Il s'agira par exemple de kit cuisine, des pagnes, de produits d'hygiène, etc.	2015										X	X	X
	2016	X	X	X	X	X	X	X					
Activity 1.1.9: Renforcement des capacités des membres de l'OFCA afin de pouvoir assurer un accompagnement multisectoriel des femmes dans les domaines de la promotion des AGR, des tontines et de la protection.	2015										X	X	X
	2016	X	X										
Activity 1.2.1: Identification du site, élaboration du plan de réhabilitation et des devis estimatifs (matériaux et équipements) en collaboration avec ACFPE et Min. de l'Education pour respecter les standards nationaux	2015									X	X		
	2016												

DRC est membre certifié du HAP (Humanitarian Accountability Partnership) et met en œuvre les principes de redevabilité qu'il sous-tend. Le HAP repose sur 7 principes de base qui doivent être appliqués à l'ensemble des projets de DRC.

1. Engagement sur les normes et les droits humanitaires

Les membres déclarent s'engager à respecter et à promouvoir les normes humanitaires et les droits des bénéficiaires.

2. Fixer les normes et développer les compétences

Les membres fixent un cadre de redevabilité pour les parties prenantes. Les membres établissent et réexaminent périodiquement leurs normes ainsi que leurs indicateurs de résultats et, s'il y a lieu, procèdent à leur révision. Les membres dispensent la formation nécessaire à l'utilisation et à la mise en œuvre de ces normes.

3. Communication

Les membres informent et consultent les parties prenantes, en particulier les bénéficiaires et le personnel, au sujet des normes adoptées, des programmes à entreprendre ainsi que des mécanismes mis à disposition pour répondre aux préoccupations.

4. Participation aux programmes

Les membres impliquent les bénéficiaires dans la planification, la mise en place, le suivi et l'évaluation des programmes et les tiennent informés du déroulement de ceux-ci, sauf en cas de force majeure.

5. Contrôle permanent et compte-rendu de conformité

Les membres impliquent les bénéficiaires et le personnel dans le contrôle du respect des normes et leur mise à jour. Les membres contrôlent et évaluent régulièrement le respect des normes en utilisant des procédures rigoureuses.

Les membres établissent un rapport sur le respect des normes, au moins une fois par an, à l'intention des parties prenantes, y compris aux bénéficiaires. Le compte-rendu peut être formalisé de différentes manières.

6. Traitement des plaintes

Les membres permettent aux bénéficiaires et au personnel de déposer des plaintes et de demander réparation sans crainte.

7. Implication des partenaires

Les partenaires de DRC s'engagent à mettre ces principes en application, même quand ils mènent leurs activités propres.

En plus, dans le cadre de ce projet, DRC mènera régulièrement des enquêtes de satisfaction :

- auprès des femmes appuyés en kits AGR ;
- auprès des jeunes formés dans le centre de formation ;
- auprès des autres groupes cibles (associations de jeunes, leaders etc....)

Des boîtes à suggestion seront mises dans des lieux stratégiques (marie, entrée du bureau de DRC, pour collecter les avis et les propositions de la communauté.

Des focus groupes seront régulièrement menés pour collecter les nouveaux besoins des groupes ciblés et prendre en compte et valoriser leurs souhaits.

Implementation Plan

Les activités seront mises en œuvre directement par DRC et ses partenaires.

L'OFCA sera appuyé en formation et matériel afin de jouer pleinement son rôle de promotion de la condition des femmes de Ndélé. Cette Association jouera aussi un rôle important dans le référencement des cas de personnes vulnérables. DRC Travaille depuis 2011 avec l'ONG OFCA / Ndelé. Cette section de la Bamingui Bangoran de l' « Organisation des Femmes Centrafricaines » (OFCA) est très dynamique et motivée. C'est un acteur incontournable à Ndélé pour contribuer à l'épanouissement de la femme. Les faiblesses de la structure demeurent importantes et sont liées notamment au fort taux d'analphabétisme qui affecte les femmes (entre 80-90% des femmes sont analphabètes). Pour pallier à cela, DRC a organisé et organise actuellement (financement UE) des cours d'alphabétisation pour les femmes. Un plan de formation sur la bonne gouvernance est aussi envisagé.

Dans le cadre de ce projet, DRC envisage de renforcer les capacités des femmes membres de l'OFCA sur la Cohésion Sociale, la protection (reconnaissance des cas de vulnérabilité, référencement, prise en charge) et les AGR. Cela permettra à cette structure de disposer de connaissances en interne pour accompagner les femmes de la localité dans leurs processus d'autonomisation. Les membres de l'OFCA seront suivis tout au long de ce projet dans un processus d'apprentissage sur le terrain.

Le Collectif des PDIs de Ndelé sera impliqué dans toutes les phases du projet : identification des femmes et jeunes PDIs, analyse de leur besoins, validation et remise des kits d'appui.

Les responsables du MENET seront impliqués dans la mise en place du centre de formation pour les jeunes.

Le projet, une fois approuvé et signé, sera lancé officiellement dans les zones ciblées notamment à Ndélé et à Bamingui avec une forte mobilisation des autorités locales.

Les équipes de gestion du projets, (AGR / cohésion sociale/construction) étant en bonne partie déjà en place, permettront un démarrage immédiat du projet sur le terrain.

Le Chef de base/chef de projet de Ndélé veillera à assurer la coordination et le partage de l'information avec les autorités locales et les autres partenaires sur place (MSF, CICR, PU/AMI, ECOFAUNE etc...).

Coordination with other Organizations in project area

Name of the organization	Areas/activities of collaboration and rationale
ECOFAUNE	cohesion sociale
MSF / CICR	Referencement des cas

Environment Marker Of The Project

Gender Marker Of The Project

2a- The project is designed to contribute significantly to gender equality

Justify Chosen Gender Marker Code

Le projet se base sur une analyse des besoins spécifiques des hommes et des femmes afin de leur permettre la restauration de leurs moyens d'existence. Les besoins pour les groupes agropastoraux ont été analysés dans le cadre du projet "Appui aux capacités de résilience des communautés agropastorales et apaisement des tensions éleveurs/agriculteurs dans les sous-préfectures de Ndele et Bamingui qui est intégré à celui-ci. Ce projet donc permettra aux femmes de redynamiser leurs activités génératrices de revenus et donc de contribuer à leur autonomisation. La pratique des tontines contribuera à renforcer les liens d'entraide et de solidarités entre femmes. L'OFCA (Organisation des Femmes Centrafricaines), partenaire de DRC, contribuera à ce processus d'épanouissement de la femme et sera impliquée dans les actions envisagées en faveur des femmes et jeunes filles. Les besoins spécifiques des jeunes filles et garçons seront analysés pour permettre de mieux comprendre leurs aspirations et leurs capacités en matière de développement des petits métiers. Sur la base de cette analyse 3-4 métiers et leurs curricula de formation seront insérés dans le centre de formation professionnelle de Ndele. Les aspects de protection, VBG seront assurée par DRC via les autres projets en cours. Enfin les groupes cibles (femmes, artisans, jeunes) représenteront des "portes d'entrée communautaire" et bénéficieront de sessions de formation et sensibilisation sur les VBG et les droits.

Protection Mainstreaming

DRC étant ONG de protection assurera la mise en place d'activités de protection transversale au profit des bénéficiaires de ce projet et le respect du principe du "DO NO HARM".

Tous les groupes ciblées par ce projet (56 groupes de femmes, 200 jeunes, 10 associations de jeunes, les membres des Comités de Protection, les leaders locaux, etc....) bénéficieront d'un paquet de formation et sensibilisation dans les domaines de la protection et de la cohésion sociale afin contribuer à la promotion d'une protection communautaire dans les zones ciblées.

Les groupes / bénéficiaires du projet seront ainsi des portes d'entrée pour véhiculer des messages / principes/reflex de protection qui permettront :

- De diffuser et partager les principes de base en termes de droit de la femme et de l'enfant et VBG aux autres membres de la communauté ;
- Pouvoir reconnaître au sein de leurs ménages / communautés les cas de vulnérabilités et les référer aux structures de prise en charge (DRC, MSF, CICR)
- Maîtriser les outils et les notions de base en termes de gestion pacifique des conflits, gestion des rumeurs, etc...

Toutes ces actions pourront renforcer les capacités d'analyse et gestion des risques de protection perçus et vécus par les communautés et donc, de manière globale, améliorer l'environnement protecteur dans les zones ciblées.

Les personnes plus vulnérables pourront aussi être référées au Centre d'Ecoute de Ndelè soutenu par DRC pour bénéficier d'une assistance spécifique.

Country Specific Information

Safety and Security

Actuellement les villes de Ndélé et Bamingui sont relativement sûres bien que des cas de vols soit fréquents.

Access

Les conditions d'accès à Ndélé sont très limitées. Cela est dû à l'état très précaire des routes, à l'insécurité sur les axes et à la saison de pluie qui provoque des dégâts supplémentaires sur les routes. Le projet étant prévu pour débuter en septembre, la période la plus difficile en termes d'accès à Ndélé, correspondant à la saison des pluies, sera terminée. Néanmoins, le mauvais état général de routes est à prendre en compte et peut retarder parfois l'acheminement de biens. Il faut compter 4 heures de route entre Ndélé et Bamingui. Actuellement, la route est accessible.

BUDGET

Code	Budget Line Description	D / S	Quantity	Unit cost	Duration Recurrence	% charged to CHF	Total Cost
1.1	Chef de Base Ndele/c Chef de projet	D	1	6500	12	20%	15,600.00
	<i>Assure la gestion operationnelle et sécuritaire des activités de DRC dans la Bamingui Bangoran</i>						
1.2	Responsable Moyens d'Existence	D	1	5500	12	20%	13,200.00
	<i>Il assure la mise en place des activités de moyens d'existence (AGR et formation professionnelle)</i>						
1.3	Expert Gestion Conflit	D	1	5000	12	8%	4,800.00
	<i>Contribue à la définition de la stratégie de formation et à l'élaboration des modules de cohésion sociale adaptés aux groupes cibles</i>						
1.4	Responsable Construction	D	1	5000	12	8%	4,800.00

	<i>Assure toutes les étapes nécessaire à la construction / rehabilitation de la MAison des jeunes et du Centre de Formation (identification du site, dévis, suivi des équipes et des stock sur les chantiers...)</i>						
1.5	Grant officer/trainee	D	1	5500	12	8%	5,497.80
	<i>Assurer la gestion des contrats, du reporting, du S&E</i>						
1.6	HR manager	S	1	5500	12	8%	5,497.80
	<i>Assurer la gestion des ressources humaines à DRC</i>						
1.7	Logisticiens (achat et base)	S	1	5500	12	8%	5,497.80
	<i>Assure la gestion des mouvements, les achats, le stock</i>						
1.8	Assistant HOFA	S	1	4500	12	8%	4,320.00
	<i>Il appui le Directeur Financier pour la tenu de la comptabilité, le reporting financier, la verification/contrôle interne</i>						
1.9	Superviseur AGR / Formation Professionnelle	D	1	750	7	100%	5,250.00
	<i>En charge de la mise en oeuvre des activités AGR/Formation PProfessionnelle. Il travaille sous la coordination du Responsable Moyen d'Existance.</i>						
1.10	Superviseur Construction	D	1	750	5	100%	3,750.00
	<i>En charge de l'appui/suivi aux étapes relatives aux travaux de construction / réhabilitation</i>						
1.11	Agents de Terrain AGR / Formation Professionnelle	D	4	400	7	100%	11,200.00
	<i>Ils gardent un suivi regulier auprès des groupes cibles. Appuient le processus d'identification des besoins, les distributions de kits, les formations</i>						
1.12	Logisticien/maganisinier Ndélé	S	2	500	12	10%	1,200.00
	<i>En charge du stock à Ndele</i>						
1.13	Admin-fin Ndélé	S	1	865	12	10%	1,038.00
	<i>en charge de la gestion admin/fin sur Ndele</i>						
1.14	Chauffeurs Ndélé/Femmes de ménage	S	5	250	12	15%	2,250.00
	<i>Personnel en charge de la conduite des voitures et de l'entretien de la base</i>						
1.15	Gardiens Ndélé	S	8	200	12	15%	2,880.00
	<i>En charge de la securité des locaux</i>						
1.16	Logistique Bangui	S	1	600	12	15%	1,080.00
	<i>En charge de la gestion des stock/mouvement/achat sur Bangui</i>						
1.17	Assitants finance Bangui	S	1	300	12	15%	540.00
	<i>En charge du reporting financier, de la tenu comptable</i>						
1.18	Gardiens/ femmes de ménage Bangui	S	5	250	12	15%	2,250.00
	<i>Securité et entretien sur Bangui</i>						
1.19	Perdiems missions terrain sur Bamingui	D	300	10	1	35%	1,050.00
	<i>Per diem pour faciliter la nuitée des staff nationaux à Bamingui (auberge). 300 homme/jour pour 10 USD par jour.</i>						
1.20	Agent de terrain construction	D	2	400	4	100%	3,200.00
	<i>En charge de l'organisation et le suivi des travaux de construction/rehabilitation du centre de formation</i>						
	Section Total						94,901.40
Supplies, Commodities, Materials							
2.1	Kits AGR non agricoles	D	50	600	1	100%	30,000.00
	<i>Selon les besoins exprimés par les bénéficiaires, achat de kits pour AGR non agricoles (saponification, tricotage, petit commerce, etc...)</i>						
2.2	Kits jeunes artisans	D	6	450	1	100%	2,700.00
	<i>Selon les besoins exprimés par les bénéficiaires, achat de kits pour relancer les ateliers des artisans en menuiserie, couture, forge, soudure, mécanique,.....(matières premières, outillages, équipements)</i>						
2.3	Formation AGR	D	50	65	2	100%	6,500.00

	<i>Fournitures, papier conférence, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si nécessaire)</i>						
2.4	Formation gestion artisans	D	6	100	1	100%	600.00
	<i>Fournitures, papier conférence, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si nécessaire)</i>						
2.5	Kits integration jeunes Ndele et Bamingui	D	200	110	1	100%	22,000.00
	<i>Selon les besoins exprimés par les jeunes, achat de kits pour favoriser leur intégration sur le marché local (matières premières, outillages, équipements)</i>						
2.6	Appui Association des jeunes de Ndele / Bamingui	D	10	350	1	100%	3,500.00
	<i>selon les besoins exprimés par les membres des associations achat de kits sportifs et récréatifs (banderoles, sono, maillots, ballons, etc....) pour relancer les actions des jeunes et leurs implication dans les activités de cohésion sociale</i>						
2.7	Réhabilitation Centre de formation Professionnelle	D	1	3000 0	1	100%	30,000.00
	<i>Matériaux de construction et équipement (sable, gravier, ciment, bois, toles, moteur ou panneaux solaires, mobilier, scie circulaire, matières premières, etc...)</i>						
2.8	Formation Cohésions sociale	D	1	5000	1	100%	5,000.00
	<i>Fournitures de bureau, papier conférence, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si nécessaire)</i>						
2.9	Campagne sensibilisation	D	6	600	1	100%	3,600.00
	<i>Fournitures de bureau, papier conférence, marqueurs, cahier, stylos, pauses café, location de salle (si nécessaire)</i>						
2.10	Enquête résilience	D	1	1500	1	100%	1,500.00
	<i>Per diem enquêteurs, photocopie questionnaire</i>						
2.11	Transport Materiel / kits (Bangui - Ndele)	D	4	3500	1	100%	14,000.00
	<i>Location camion pour transport kits sur Ndele et axes</i>						
2.12	Carburant voiture Ndele	D	12	500	1	75%	4,500.00
	<i>Assurer le fonctionnement de la voiture</i>						
2.13	Maintenance véhicule Ndélé	S	3	473	12	30%	5,108.40
	<i>Assurer le fonctionnement de la voiture</i>						
2.14	Appui OFCA	D	1	2000	1	100%	2,000.00
	<i>Prise en charge cout de formation, ateliers d'echange, qui seront planifiées avec OFCA via un MoU</i>						
2.15	Kit AVEC / Tontines Amelioére (modele standard DRC/FAO)	D	50	80	1	100%	4,000.00
	<i>caissettes, cadenas, cahiers, styloes, calculatrices</i>						
2.16	Kits vulnérables	D	75	50	1	100%	3,750.00
	<i>Selon des besoins identifiés par les bénéficiaires (kit cuisine, nattes, couvertures, pagnes, produits d'hygiène)</i>						
2.17	Carburant moto	D	6	100	12	33%	2,376.00
	<i>Assurer le fonctionnement des motos surtout pour le visite aux groupes sur les axes</i>						
2.18	Maintenance moto	D	6	25	12	33%	594.00
	<i>Assurer le fonctionnement des motos</i>						
2.19	Journalier	D	5	10	10	100%	500.00
	<i>Déchargement camions qui transportent les kits</i>						
	Section Total						142,228.40
Equipment							
3.1	Achat digital sender	S	1	6000	1	50%	3,000.00
	<i>Pour archivage, sécurisation et envoie des pièces comptables</i>						
3.2	Mobilier	S	1	1500	1	100%	1,500.00
	<i>Chaises, Tables, armoires pour nouvelles equipes</i>						
	Section Total						4,500.00

Travel							
5.1	Vol International	S	1	5000	1	50%	2,500.00
	<i>Vols pour les staff internationaux impliqués dans le projet</i>						
5.2	Vol interne/ frêt UNHAS	s	1	150	24	25%	900.00
	<i>Vol Bangui Ndele + Fret</i>						
5.3	Location véhicule Bangui	S	1	2400	12	10%	2,880.00
	<i>Location voiture d'appui pour projet (recherche cotation, réunion, achat des kits...)</i>						
5.4	Carburant et maintenance Bangui	S	1	1000	12	10%	1,200.00
	<i>Fonctionnement voiture</i>						
	Section Total						7,480.00
Transfers and Grants to Counterparts							
6.1	Ministere Education	D	1	2000	1	100%	2,000.00
	<i>Un MoU sera fait pour permettre l'implication des responsables du MENET dans la mise en oeuvre du Centre de Formation professionnelle (strategie de mise en oeuvre, suivi, mise à disposition d'un Directeur etc...)</i>						
6.2	Formateurs Certifiés	D	3	600	6	100%	10,800.00
	<i>Prise en charge des formateurs (ACFPE / MENET / autres...)</i>						
	Section Total						12,800.00
General Operating and Other Direct Costs							
7.1	Bureau/guest/entrepôt Ndélé	S	1	1400	12	15%	2,520.00
	<i>Prise en charge location bureaux / magasin Ndele</i>						
7.2	Bureau/guests Bangui	S	1	6000	12	8%	5,760.00
	<i>Prise en charge location bureaux / magasin Bangui</i>						
7.3	Internet/ Communication Ndélé	S	1	1000	12	15%	1,800.00
	<i>Frais d'abonnement VSAT, flotte telephones portables, ART</i>						
7.4	Internet/ Communication Bangui	S	1	1500	12	15%	2,700.00
	<i>Frais d'abonnement VSAT, flotte telephones portables, ART</i>						
7.5	Maintenance générateur Ndélé	S	1	200	12	20%	480.00
	<i>Pour assurer courant électrique dans le bureau</i>						
7.6	Carburant generateur Ndele	S	1	600	12	33%	2,376.00
	<i>Pour assurer courant électrique dans le bureau</i>						
7.7	Fourniture de bureau	S	12	540	1	35%	2,268.00
	<i>Fournitures de bureau (papier, cartouches d'encre, stylos, etc...) pour permettre aux équipes de faire du suivi, du reporting, l'impression des outils de gestion etc....</i>						
7.8	Maintenance base Ndélé	S	12	150	1	30%	540.00
	<i>Frais pour couvrir les dépenses nécessaires à assurer le bon fonctionnement de la base: nettoyage, acheminement de l'eau, petit réparation électrique, etc....</i>						
7.9	Sécurité Ndélé	S	1	400	1	100%	400.00

	Cout necessaire pour renforcer la sécurité de la base de Ndélé: fil barbele, porte metalique, etc....						
	Section Total						18,844.00
SubTotal	873						280,753.80
Direct							218,267.80
Support							62,486.00
PSC Cost							
PSC Cost Percent							7%
PSC Amount							19,652.77
Total Cost							300,406.57
Audit Cost							1% 3,030.00
Grand Total CHF Cost							303,436.57
Project Locations							
Location	Estimated percentage of budget for each location	Estimated number of beneficiaries for each location					Activity Name
		Men	Women	Boys	Girls	Total	
Bamingui Bangoran -> Ndélé	65	449	946	832	897	3,124	<p>Activity 1.1.1 : Conduite d'une enquête résilience (baseline) auprès des différents couches de la communauté (PDIs, groupes de femmes, artisans, jeunes, etc...) (un draft de questionnaire est disponible en annexe)</p> <p>Activity 1.1.2 : Identification participative des groupes de femmes pratiquant ou voulant pratiquer des AGR non agricoles (restauration, petit commerce, saponification, couture, tricotage,...) et des ateliers artisanaux ayant un potentiel de développement et des besoins en équipement / gestion organisationnelle</p> <p>Activity 1.1.3 : Validation des besoins en matériel et en formation des groupes ciblés, formulation des commandes pour l'achat des biens</p> <p>Activity 1.1.4 : Acheminement des kits et distribution aux groupes de femmes et d'artisans retenus</p> <p>Activity 1.1.5 : Organisation et mise en œuvre d'un plan de formation en AGR et Tontines Améliorées pour les femmes et les groupes d'artisans</p> <p>Activity 1.1.6 : Suivi des performances des AGR des femmes, des ateliers d'artisans et des groupes qui pratiquent la tontine améliorée</p> <p>Activity 1.1.7 : Identification via le Centre d'Ecoute, les groupes de femmes, les associations de jeunes de personnes vulnérables (déplacés et de la communauté résidents)</p> <p>Les veuves, filles mères, handicapés référés via le centre d'écoute et la communauté recevront un appui psychosocial dans le Centre d'Ecoute de Ndélé et recevront un appui ciblé sur leurs besoins prioritaires</p> <p>Activity 1.1.8 : Appui en kit et suivi des conditions de vie des vulnérables appuyés avec possibilité d'intégration dans les groupes d'AGR mis en place</p> <p>Les kits seront basés sur les besoins prioritaires des personnes écoutées. Il s'agira par exemple de kit cuisine, des pagnes, de produits d'hygiène, etc.</p> <p>Activity 1.1.9 : Renforcement des capacités des membres de l'OFCA afin de pouvoir assurer un accompagnement multisectoriel des femmes dans les domaines de la promotion des AGR,</p>

								<p>des tontines et de la protection.</p> <p>Activity 1.2.1 : Identification du site, élaboration du plan de réhabilitation et des devis estimatifs (matériaux et équipements) en collaboration avec ACFPE et Min. de l'Education pour respecter les standards nationaux</p> <p>Activity 1.2.2 : Lancement des achats et acheminement des matériaux sur Ndelé</p> <p>Activity 1.2.3 : Démarrage et suivi des travaux avec l'implication des jeunes en THIMO (synergies avec le projet LONDO) et des artisans locaux (menuisier, maçons, etc...) sous la supervision de l'Expert Construction de DRC et de son équipe</p> <p>Activity 1.2.4 : Planification, organisation et mise en place des cours de formation pratiques et théoriques dans les petits métiers (menuiserie, maçonnerie, soudure, couture, bureautique) à la suite d'un processus participatif avec la jeunesse et en collaboration avec les experts du MENET et de l'ACFPE</p> <p>Les jeunes identifiés seront à la fois déplacés, résidents avec un accent sur les jeunes à risque et plus vulnérables.</p> <p>Activity 1.2.5 : Elaboration d'une note stratégique de pérennisation du Centre de Formation en collaboration avec les experts du MENET et de l'ACFPE</p> <p>Activity 1.2.6 : Distribution des kits aux 200 jeunes formés pour faciliter leur intégration sur le marché du travail (auto-emploi, apprentissage dans un atelier existant, etc...)</p> <p>Selon de l'option choisie par les jeunes, un kit leur sera donné pour promouvoir leur insertion sur le marché du travail.</p> <p>Activity 1.2.7 : Suivi des jeunes et enquête de satisfactions auprès des jeunes formés</p> <p>Activity 2.1.1 : Formation des autorités traditionnelles, locales, religieuses et des leaders locaux dans les zones ciblées par le projet sur les thématique de protection, de cohésion sociale et du vivre ensemble</p> <p>Activity 2.1.2 : Formation des membres de 04 Comités de Protection à base communautaire (02 à Ndelé, 01 à Bamingui, 01 sur l'axe Ndelé/Bamingui) sur les thématiques de cohésion sociale (gestion et prévention des conflits, gestion des rumeurs, médiation...) et du vivre ensemble</p> <p>Activity 2.1.3 : Organisation d'un plan de formation en faveur des groupements de femmes et des groupes d'artisans appuyés (output 1.1) sur l'identification des vulnérabilités et le référencement, la gestion pacifique des conflits, le vivre ensemble, sur les droits de la femme et les VBG</p> <p>Activity 2.1.4 : Organisation de sessions de formation sur le respect de droits et la cohésion sociale à l'intention des jeunes apprenants en formation professionnelle par les équipes de DRC (output 1.2)</p>
Bamingui Bangoran -> Bamingui	35	241	509	448	483	1,681	<p>Activity 1.1.1 : Conduite d'une enquête résilience (baseline) auprès des différents couches de la communauté (PDIs, groupes de femmes, artisans, jeunes, etc...) (un draft de questionnaire est disponible en annexe)</p> <p>Activity 1.1.2 : Identification participative des groupes de femmes pratiquant ou voulant pratiquer des AGR non agricoles (restauration, petit commerce, saponification, couture, tricotage,...) et des ateliers artisanaux ayant un potentiel de développement et des besoins en équipement / gestion organisationnelle</p> <p>Activity 1.1.3 : Validation des besoins en matériel et en formation des groupes ciblés, formulation des commandes pour l'achat des biens</p> <p>Activity 1.1.4 : Acheminement des kits et distribution aux groupes de femmes et d'artisans retenus</p> <p>Activity 1.1.5 : Organisation et mise en œuvre</p>	

d'un plan de formation en AGR et Tontines Améliorées pour les femmes et les groupes d'artisans

Activity 1.1.6 : Suivi des performances des AGR des femmes, des ateliers d'artisans et des groupes qui pratiquent la tontine améliorée
Activity 1.1.7 : Identification via le Centre d'Ecoute, les groupes de femmes, les associations de jeunes de personnes vulnérables (déplacés et de la communauté résidents)

Les veuves, filles mères, handicapés référés via le centre d'écoute et la communauté recevront un appui psychosocial dans le Centre d'Ecoute de Ndélé et recevront un appui ciblé sur leurs besoins prioritaires

Activity 1.1.8 : Appui en kit et suivi des conditions de vie des vulnérables appuyés avec possibilité d'intégration dans les groupes d'AGR mis en place

Les kits seront basés sur les besoins prioritaires des personnes écoutées. Il s'agira par exemple de kit cuisine, des pagnes, de produits d'hygiène, etc.

Activity 1.1.9 : Renforcement des capacités des membres de l'OFCA afin de pouvoir assurer un accompagnement multisectoriel des femmes dans les domaines de la promotion des AGR, des tontines et de la protection.

Activity 1.2.1 : Identification du site, élaboration du plan de réhabilitation et des devis estimatifs (matériaux et équipements) en collaboration avec ACFPE et Min. de l'Education pour respecter les standards nationaux

Activity 1.2.2 : Lancement des achats et acheminement des matériaux sur Ndélé

Activity 1.2.3 : Démarrage et suivi des travaux avec l'implication des jeunes en THIMO (synergies avec le projet LONDO) et des artisans locaux (menuisier, maçons, etc...) sous la supervision de l'Expert Construction de DRC et de son équipe

Activity 1.2.4 : Planification, organisation et mise en place des cours de formation pratiques et théoriques dans les petits métiers (menuiserie, maçonnerie, soudure, couture, bureautique) à la suite d'un processus participatif avec la jeunesse et en collaboration avec les experts du MENET et de l'ACFPE

Les jeunes identifiés seront à la fois déplacés, résidents avec un accent sur les jeunes à risque et plus vulnérables.

Activity 1.2.5 : Elaboration d'une note stratégique de pérennisation du Centre de Formation en collaboration avec les experts du MENET et de l'ACFPE

Activity 1.2.6 : Distribution des kits aux 200 jeunes formés pour faciliter leur intégration sur le marché du travail (auto-emploi, apprentissage dans un atelier existant, etc...)

Selon de l'option choisie par les jeunes, un kit leur sera donné pour promouvoir leur insertion sur le marché du travail.

Activity 1.2.7 : Suivi des jeunes et enquête de satisfactions auprès des jeunes formés

Activity 2.1.1 : Formation des autorités traditionnelles, locales, religieuses et des leaders locaux dans les zones ciblées par le projet sur les thématiques de protection, de cohésion sociale et du vivre ensemble

Activity 2.1.2 : Formation des membres de 04 Comités de Protection à base communautaire (02 à Ndélé, 01 à Bamingui, 01 sur l'axe Ndélé/Bamingui) sur les thématiques de cohésion sociale (gestion et prévention des conflits, gestion des rumeurs, médiation...) et du vivre ensemble

Activity 2.1.3 : Organisation d'un plan de

formation en faveur des groupements de femmes et des groupes d'artisans appuyés (output 1.1) sur l'identification des vulnérabilités et le référencement, la gestion pacifique des conflits, le vivre ensemble, sur les droits de la femme et les VBG
 Activity 2.1.4 : Organisation de sessions de formation sur le respect de droits et la cohésion sociale à l'intention des jeunes apprenants en formation professionnelle par les équipes de DRC (output 1.2)

Documents

Category Name	Document Description
Project Supporting Documents	questionnaire baseline resilience.pdf
Project Supporting Documents	Presentation données enquete DRC.pdf
Project Supporting Documents	livelihood.docx